

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-29 du 12 septembre 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Décret modifiant le champ des droits réciproques et établissant une procédure pour la mise en œuvre des accords commerciaux bilatéraux conclus par les États-Unis.
2. La Cour Suprême examinera le recours contre les droits « réciproques »

Climat – énergie – environnement

3. Le Département de l'Intérieur veut abroger la « Public Lands Rule »
4. L'Agence de Protection de l'Environnement simplifie les permis pour accélérer la construction des centrales électriques et des centres de données

Industrie

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

5. Agriculture et industrie agroalimentaire au cœur de la stratégie de lutte contre les maladies chroniques ?

Propriété Intellectuelle

Brèves

Numérique et innovation

6. La FTC lance une enquête sur les risques posés par les agents conversationnels d'IA pour les mineurs et sur les mesures mises en place pour les atténuer

Santé

7. La Commission "Make America Healthy Again" dévoile sa stratégie sanitaire à destination des enfants

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Décret modifiant le champ des droits réciproques et établissant une procédure pour la mise en œuvre des accords commerciaux bilatéraux conclus par les Etats-Unis.

Par un [décret présidentiel](#) (accompagné d'une [fact-sheet](#)) publié dans la soirée de vendredi 5 septembre à Washington, D. Trump a modifié le champ des droits réciproques et établit une procédure pour la mise en œuvre des accords commerciaux bilatéraux conclus par les Etats-Unis.

En premier lieu, le décret modifie le champ des exemptions aux droits dits « réciproques ». L'annexe qui listait les exemptions à ces droits depuis leur introduction début avril à l'occasion du *Liberation Day* fait l'objet d'ajouts et de retraits. Sont désormais exemptés de droits réciproques 39 lignes tarifaires comprenant des articles liés aux métaux précieux, ainsi que certains minéraux critiques et produits pharmaceutiques faisant l'objet d'enquêtes en cours au titre de la Section 232. Sont désormais soumis aux droits réciproques 8 lignes tarifaires correspondants à certains produits à base d'hydroxyde d'aluminium, de résine et de silicone (1,5Md\$ d'exportations UE aux US en 2024).

En second lieu, le décret définit les modalités de mise en œuvre des accords-cadres et accords finaux conclus par les Etats-Unis. A ce titre, il délègue au Secrétaire au Commerce et au Représentant au Commerce le pouvoir de prendre les actes réglementaires nécessaires à la mise en œuvre des engagements pris par les Etats-Unis. Il liste également les biens qui pourront, selon les conditions prévues dans chaque accord bilatéral, faire l'objet d'exemptions aux droits « réciproques ». Ces biens relèvent de quatre catégories : « certains aéronefs et pièces d'aéronefs », « certains médicaments génériques et leurs ingrédients », « des ressources naturelles indisponibles et des produits dérivés étroitement liés », « certains produits agricoles qui ne sont pas cultivés ou produits en quantité suffisante aux États-Unis pour répondre à la demande intérieure ».

2. La Cour Suprême examinera le recours contre les droits « réciproques »

Le 9 septembre, la Cour Suprême [a accepté](#) la requête en examen accéléré, et a décidé de consolider deux recours distincts contre les droits imposés sur le fondement de la loi sur les pouvoirs économiques d'urgence dite « IEEPA ». Le 3 septembre, le Département de la Justice (DoJ) avait saisi la Cour suprême en

sollicitant un examen accéléré, requête également appuyée par les plaignants [Voir [Brèves sectorielles](#) du 5 septembre]. En plus de statuer sur l'affaire *VOS Selections*, la Cour suprême a également accepté d'examiner l'affaire *Learning Resources v. Trump*, réunissant ainsi les deux dossiers. Dans le cadre de cette dernière affaire, un juge fédéral avait considéré les droits IEEPA illégaux, tout en déclarant la CIT incompétente pour connaître du litige. Selon le calendrier établi, le Département de la justice déposera ses mémoires le 19 septembre, les plaignants le 20 octobre, avec une réponse finale du Département de la Justice le 30 octobre. Les plaidoiries orales auront lieu du 3 au 7 novembre.

Le Secrétaire au Trésor, Scott Bessent, a [reconnu](#) dimanche dernier que les États-Unis pourraient devoir rembourser des dizaines de milliards de dollars de droits de douane imposés depuis le début du second mandat du président Donald Trump, si la Cour suprême juge ces droits illégaux : « *We would have to give a refund on about half the tariffs, which would be terrible for the Treasury* ». A date, les services douaniers des États-Unis (U.S. Customs and Border Protection) ont [perçu](#) plus de 70Mds\$ de dollars de recettes tarifaires provenant des droits de douane spécifiques à certains pays en vertu de l'IEPPA.

Brèves

- Sur Truth, D. Trump a [déclaré](#) que les négociations commerciales entre les États-Unis et l'Inde se poursuivaient et s'est dit optimiste quant à la conclusion d'un accord.
- Le 4 septembre, le département du Trésor a [sanctionné](#) trois organisations non-gouvernementales étrangères, Al-Haq, Al Mezan Center for Human Rights (Al Mezan) et le Centre palestinien pour les droits de l'homme (PCHR), pour leur participation aux efforts déployés par la Cour pénale internationale (CPI) pour enquêter, arrêter, détenir ou poursuivre des ressortissants israéliens, sans le consentement d'Israël.
- Le 8 septembre, le département du Trésor a [sanctionné](#) sept individus et douze entités pour leur implication dans un réseau de centres d'escroqueries en ligne établis dans l'Asie du Sud-Est.
- Le 11 septembre, le département du Trésor a [sanctionné](#) onze individus, vingt-et-une entité et quatre navires pour leur participation aux réseaux illicites de revenus et d'approvisionnement des Houthis. Cela représente la plus grande mesure de sanctions prise à ce jour par le Trésor américain à l'encontre des Houthis.

Climat – énergie – environnement

3. Le Département de l'Intérieur veut abroger la « Public Lands Rule »

Le Département de l'Intérieur (DOI) a [annoncé](#) le 10 septembre 2025 son intention d'abroger la « *Public Lands Rule* » adoptée en 2024, également appelée « *Conservation and Landscape Health Rule* », qui plaçait la « *conservation* » des terres fédérales, c'est-à-dire l'absence d'usage de ces terres, au même niveau que l'exploitation énergétique, le pâturage, la foresterie ou les loisirs. Le DOI précise que cette approche a été critiquée par de nombreux acteurs, notamment l'industrie énergétique, les usagers récréatifs et les producteurs agricoles, car elle créait une incertitude réglementaire, réduisait l'accès aux terres et contredisait le mandat légal du DOI en matière d'usages multiples établi par le Congrès. Le DOI précise qu'en pratique, cette règle pouvait bloquer l'accès à des centaines de milliers d'hectares de terres fédérales pour des activités économiques et récréatives, en donnant une priorité excessive à la conservation. Le DOI indique que cette abrogation réduit les incertitudes pour l'industrie concernant les risques de contentieux et les retards dans les autorisations, tout en alignant la gestion des terres fédérales sur son mandat légal. Il précise que cette mesure s'inscrit dans le cadre du décret présidentiel *Unleashing American Energy*, visant à faciliter un développement énergétique responsable tout en soutenant le principe d'usage multiple des terres publiques.

4. L'Agence de Protection de l'Environnement simplifie les permis pour accélérer la construction des centrales électriques et des centres de données

L'Agence de Protection de l'Environnement (EPA) a [publié](#) le 9 septembre 2025 de nouvelles directives pour clarifier les exigences de permis de préconstruction dans le cadre du programme « *New Source Review* » (NSR), qui régule les nouvelles installations industrielles ou modifications de sources existantes susceptibles d'émettre des polluants atmosphériques. Ces directives permettent de commencer certaines activités de construction non liées aux émissions, comme l'installation de dalles de ciment, avant d'obtenir un permis requis dans le cadre du « *Clean Air Act* », afin d'accélérer la construction de projets considérés comme essentiels. L'EPA précise que cette mesure vise à faciliter le développement de centrales électriques, de centres de données et de projets manufacturiers, soutenant la stratégie américaine de faire des États-Unis la capitale mondiale de l'intelligence artificielle, tout en protégeant la santé

humaine et l'environnement. L'EPA prévoit ainsi de réviser la définition de *Begin Actual Construction* dans les règles NSR et de clarifier la distinction entre les parties émettrices et les autres parties d'une installation, ce qui permettra de mieux identifier quelles activités nécessitent un permis NSR et quelles activités peuvent débiter sans permis, réduisant ainsi les délais et obstacles à la construction.

Brèves

- Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 10 septembre 2025 le lancement de l'initiative TRACE-Ga pour développer une chaîne d'approvisionnement nationale en gallium, considéré comme un matériau critique pour l'énergie, la défense et les semi-conducteurs. Le programme, géré par [ENERGYWERX](#) en partenariat avec le DoE, soutiendra des technologies innovantes et économiquement viables de récupération du gallium à partir de procédés métallurgiques américains. Les projets devront démontrer la capacité à produire au moins 50 kg de gallium pur sur 14 jours d'opération continue, avec un objectif final d'au moins 1 t/an. Les candidats éligibles doivent être des entités américaines et fournir des preuves techniques, des lettres de soutien et un plan d'industrialisation.
- Le Département de l'Énergie (DOE) a [annoncé](#) le 10 septembre 2025 134 M\$ pour soutenir l'innovation américaine dans le domaine de la fusion nucléaire : 128 M\$ financeront le programme Fusion Innovation Research Engine (FIRE), qui réunit des équipes collaboratives pour faire des ponts entre la recherche fondamentale et l'industrie et 6,1 M\$ iront au programme Innovation Network for Fusion Energy (INFUSE) pour financer 20 projets associant entreprises, laboratoires et universités afin de réduire les obstacles à leur collaboration.
- Le Département de l'Intérieur (DoI) a [annoncé](#) le 9 septembre 2025 avoir approuvé une modification du plan minier pour la « *Black Butte Mine* » (Wyoming), qui fournit du charbon à la « *Jim Bridger Power Plant* ». Cette modification permettra d'extraire environ 9,2 Mt de charbon dans deux nouvelles zones et de poursuivre l'exploitation minière au moins jusqu'en 2039. L'extension pourrait créer plus de 50 nouveaux emplois, la mine employant actuellement 56 travailleurs à temps plein. Le DoI précise que le dossier a bénéficié des dispositions alternatives prévues par le « *National Environmental Policy Act* » conçues pour simplifier le processus d'approbation des projets énergétiques, notamment une période de commentaires publics de 10 jours et une réunion publique virtuelle.
- L'Agence de Protection de l'Environnement (EPA) a [annoncé](#) le 5 septembre le lancement de l'initiative nationale « *Feed It Onward* » pour réduire le gaspillage alimentaire et renforcer la sécurité

alimentaire aux États-Unis. Le programme met en relation les donateurs alimentaires (fermes, restaurants, supermarchés et bases militaires) avec les communautés dans le besoin, en évitant que des denrées encore consommables ne soient jetées. L'EPA rappelle qu'aux États-Unis, plus d'un tiers de la nourriture produite est gaspillée, représentant un coût annuel de 728\$ par personne, soit près de 3 000\$ pour une famille de quatre. L'EPA précise que « *Feed It Onward* » contribue donc à la fois à protéger l'environnement et à aider les familles à économiser de l'argent.

Industrie

Brèves

- Le 9 septembre, Nvidia, a [annoncé](#) lors du AI Infra Summit le lancement d'une nouvelle gamme de puces, la Rubin CPX, spécialement dédié à l'inférence des systèmes d'IA, qui désigne la phase d'exécution des modèles d'IA lors de leur utilisation.
- Le 10 septembre 2025, selon The Wall Street Journal, la startup d'informatique quantique PsiQuantum a [annoncé](#) une levée de fonds d'1 Md\$, portant la valorisation de l'entreprise à 7 Md\$, lors d'un tour de table impliquant entre autres Nventures, le fonds de capital-risque de Nvidia. Parallèlement à cette annonce, PsiQuantum a déclaré avoir noué un partenariat avec Nvidia visant notamment à intégrer sa technologie quantique dans les puces d'IA de l'entreprise.

Agriculture et industrie agroalimentaire

5. Agriculture et industrie agroalimentaire au cœur de la stratégie de lutte contre les maladies chroniques ?

Ce 9 septembre, la Commission « *Make America Healthy Again* », présidée par le secrétaire à la Santé, Robert F. KENNEDY Jr, et dont est membre la secrétaire à l'agriculture, Brooke ROLLINS, a dévoilé sa [stratégie](#) « *Make Our Children Healthy Again* ».

Un premier rapport de la Commission MAHA, publié fin mai, avait été durement critiqué par le monde agricole et agroalimentaire, notamment parce qu'il pointait du doigt les risques pour la santé liés à l'usage de certains pesticides et à la consommation d'aliments ultra-transformés. Le second rapport, censé paraître à la mi-août et

apporter des solutions aux problèmes identifiés par le précédent, avait fait l'objet de relectures attentives pour que soient expurgées les recommandations les plus dures.

C'est donc une version édulcorée qui a été présentée. Bien que la secrétaire à l'agriculture ait [déclaré](#) que « *les agriculteurs et les éleveurs étaient au cœur de la solution – aux côtés des médecins, des parents et des communautés – pour lutter contre les maladies chroniques et protéger les générations futures* », le rapport ne recommande aucun changement dans la procédure d'approbation des produits phytopharmaceutiques aux Etats-Unis. Au mieux, l'*Environment Protection Agency* (EPA) s'efforcera-t-elle de s'attacher la confiance du public dans son processus d'examen des pesticides, tout en garantissant aux agriculteurs leur disponibilité. En matière d'alimentation, le cap est maintenu pour qu'une définition des aliments ultra-transformés soit établie et que les restrictions d'usage de colorants et autres ingrédients chimiques soient suivies par l'industrie agroalimentaire. La nutrition, enfin, a une place de choix dans le rapport. Ce dernier appelle à des changements dans les régimes scolaires, comme l'offre de lait entier, et à la révision des lignes directrices nutritionnelles (*Dietary Guidelines for Americans*), que devront intégrer les programmes alimentaires de la restauration collective ou de l'assistance aux plus démunis (*Supplemental Nutrition Assistance Program* – SNAP).

Si le rapport a finalement été bien accueilli par les secteurs agricole, agroalimentaire et de l'agrochimie – leur action de lobby a été payante –, ce fut loin d'être le cas pour les inconditionnels du mouvement MAHA, déçus notamment par l'absence de mesures radicales visant les pesticides. D'aucuns considèrent déjà que ce sentiment de frustration pourrait avoir, à terme, des implications sur le soutien MAHA à l'actuel Président.

Brèves

- Une [subvention](#) de 221,2 M USD a été accordée, le 5 septembre, par le Département à l'agriculture (USDA) à l'Etat de Caroline du Nord, pour compenser les pertes subies par agriculteurs et exploitants forestiers lors du passage de l'ouragan Hélène. La subvention émane d'une enveloppe de 30 Md USD prévue par l'[American Relief Act, 2025](#). A ce jour, l'*American Relief Act 2025* a permis le versement de 1 Md USD au titre du programme d'aide aux éleveurs de bétail (*Emergency Livestock Relief Program* – ELRP) et de 8 Mds USD au titre du programme d'aide d'urgence en production primaire (*Emergency Commodity Assistance Program* – ECAP), auprès de 14 Etats du Sud-Est américain, touchés depuis 2023 par des événements météorologiques dévastateurs ou des feux de forêt.

- Afin de ne pas renchérir le coût de l'alimentation des Américains, l'*Environment Protection Agency* (EPA) a [annoncé](#), fin août, mettre fin à son projet de limiter les rejets d'eaux usées (*Clean Water Act Effluent Limitations Guidelines* – ELGs), provenant des industries des viandes. La proposition initiale, datant de 2024, résultait du règlement de litiges intentés par des associations de protection de l'environnement. Or, [l'analyse de l'EPA](#) a révélé que ne pas imposer les ELGs permettait de faire économiser aux industries concernées entre 1,1 et 7,8 Mds USD d'investissements, et de 315 M USD à 1,3 Md USD de coûts annuels d'exploitation et d'entretien, coûts qui auraient été, en tout ou partie, répercutés sur les consommateurs américains.

Propriété Intellectuelle

Brèves

- Le 9 septembre 2025, une coalition de 36 organisations conservatrices [a envoyé](#) au Secrétaire d'Etat au Commerce, H. Lutnick, un courrier mettant en avant leurs préoccupations concernant les informations qui circulent sur le changement sans précédent envisagé pour le système américain des brevets : l'imposition d'une taxe de 1% à 5% sur la valeur des brevets américains les plus performants, cette taxe serait destinée à générer des recettes pour le fonctionnement général du gouvernement fédéral. Ce courrier s'ajoute à celui [transmis](#) au Congrès la semaine précédente par une autre coalition dont l'*US Chamber of Commerce* fait partie.

Numérique et innovation

6. La FTC lance une enquête sur les risques posés par les agents conversationnels d'IA pour les mineurs et sur les mesures mises en place pour les atténuer

Le 11 septembre, la *Federal Trade Commission* (FTC) a [adressé](#) des demandes d'information à sept entreprises fournissant des agents conversationnels (Alphabet, Character Technologies, Instagram, Meta, OpenAI, Snap et xAI), afin d'obtenir des précisions sur la manière dont elles « mesurent, évaluent et surveillent les effets négatifs de leurs technologies sur les enfants et les adolescents ».

Cette enquête, lancée sur le fondement de l'article 6(b) du FTC Act, qui autorise l'agence à exiger des informations auprès d'entreprises

en vue de produire des rapports d'information sur un secteur donné, ne donnera pas lieu directement à des sanctions, mais pourra aboutir à la formulation de recommandations d'action ou de poursuites visant certaines pratiques ou entreprises. Dans le communiqué annonçant son lancement, la FTC précise que l'étude portera notamment sur la manière dont les entreprises concernées monétisent les interactions des utilisateurs avec leurs agents conversationnels, atténuent leurs impacts négatifs, en particulier sur les mineurs, et emploient ou partagent les données personnelles recueillies sur ceux-ci.

Dans un [communiqué distinct](#) exposant les motivations de la FTC, M. Meador, membre du collège de l'agence, a cité, parmi les dérives récentes impliquant des agents conversationnels, le suicide d'un adolescent après son interaction avec ChatGPT, ainsi que les accusations rapportées par la presse selon lesquelles Meta aurait sciemment permis à ses chatbots « d'engager des conversations romantiques avec des enfants ».

Brèves

- Le 4 septembre, OpenAI a [annoncé](#) travailler au lancement d'un nouveau produit, l'*OpenAI Jobs Platform*, destiné à mettre en relation entreprises et candidats afin de faciliter la mise en adéquation entre les besoins en compétences des employeurs, notamment en matière d'IA, et les profils disponibles sur le marché.
- La 4 septembre, la presse a [rapporté](#) qu'OpenAI aurait établi un partenariat de 10 Md\$ avec le fabricant de semi-conducteurs Broadcom, afin de produire une nouvelle génération de puces spécifiquement conçues pour l'entraînement de ses modèles d'IA, dont la livraison est prévue à partir de l'année prochaine.
- Le 8 septembre, la société [Nebius](#), spécialisée dans les infrastructures cloud pour l'IA, a annoncé un accord avec Microsoft pour un montant de 17,4 Md\$, extensible à 19,4 Md\$. Celui-ci donnera à Microsoft accès à sa puissance de calcul pour une durée de cinq ans.
- Le 9 septembre, la presse a [rapporté](#) que Microsoft aurait conclu un accord avec Anthropic pour intégrer ses modèles d'IA à la suite Office 365, en développant de nouvelles fonctionnalités pour Word, Excel et Outlook.
- Le 10 septembre, la presse a [rapporté](#) qu'OpenAI aurait conclu un accord avec Oracle d'un montant de 300 Md\$, en vertu duquel Oracle s'engagerait à fournir une capacité de calcul équivalente à 4,5 gigawatts sur cinq ans, à compter de 2027.

7. La Commission “Make America Healthy Again” dévoile sa stratégie sanitaire à destination des enfants

La stratégie “*Make Our Children Healthy Again*” [dévoilée](#) le 9 septembre par la Commission « *Make America Health Again* » [voir aussi l’article ci-dessus dans la partie Agriculture] précise plusieurs orientations majeures concernant les vaccins et les médicaments.

S’agissant des vaccins, le rapport annonce la création d’un cadre national visant à garantir « le meilleur calendrier vaccinal pour les enfants », à renforcer la recherche sur les effets indésirables, et à moderniser les technologies vaccinales. Le texte insiste également sur la nécessité d’accroître la transparence scientifique, de corriger les conflits d’intérêts et de promouvoir la liberté scientifique et médicale dans ce domaine.

Le rapport rappelle aussi l’annonce récente d’un ensemble de mesures destinées à accélérer l’arrivée de nouveaux médicaments et thérapies : suppression de certaines obligations d’essais précliniques sur l’animal, recours accru aux données de santé et à l’intelligence artificielle pour réduire la durée et les coûts des essais cliniques, et mise en place d’un mécanisme de *national priority voucher* pour favoriser l’examen accéléré des produits répondant à des priorités nationales. Une attention particulière est portée à l’innovation en médecine régénérative et à l’utilisation de médicaments repositionnés pour le traitement des maladies chroniques.

Enfin, le rapport appelle à un contrôle renforcé de la publicité directe au consommateur pour les médicaments sur ordonnance, jugée parfois trompeuse, et à une réforme de l’accréditation des écoles de médecine afin de mieux former les futurs praticiens à la prévention et à la prise en charge des maladies chroniques. Cet objectif a également présidé à la publication, le même jour que celle de la stratégie, d’un décret présidentiel [ordonnant](#) à la Food and Drug Administration (FDA) de renforcer son encadrement des publicités de médicaments.

PhRMA, la principale fédération représentative du secteur pharmaceutique aux Etats-Unis, s’est [félicitée](#) de l’engagement de l’administration, reflété dans le rapport « *Make Our Children Healthy Again* », à lutter contre les maladies chroniques chez l’enfant.

Toutefois, elle s’est aussi dite préoccupée par la remise en cause de certains traitements et vaccins encouragée par le texte, dont elle a estimé qu’elle risquait de compromettre « des décennies de progrès en santé publique ».

Brèves

- Le 9 septembre, l'agence fédérale Centers for Medicaid and Medicare Services (CMS) et le Département de l'Energie (DOE) ont [annoncé](#) des nouvelles mesures afin de sécuriser la production américaine de molybdène-99 (Mo-99), utilisé dans plus de 40 000 actes médicaux. Le DOE a sélectionné l'entreprise SHINE Technologies pour un financement de 32 M\$ dans la construction de son usine dans le Wisconsin, tandis que CMS prévoit, à partir de 2026, un remboursement supplémentaire de 10 \$ pour les produits radiopharmaceutiques issus de Mo-99 produit aux Etats-Unis.
- Le 9 septembre, en même temps que son évènement de présentation de sa nouvelle gamme d'iPhones, Apple a [annoncé](#) que sa dernière génération de montres connectées, l'Apple Watch Series 11, comporterait de nouveaux outils de suivi de santé, notamment des notifications en cas d'hypertension chronique. Apple a dit s'attendre à une mise en place globale de ces outils dans le courant du mois, à la suite des autorisations de la Food and Drug Administration (FDA) américaine et des autorités européennes.
- Le 10 septembre, la presse a [rapporté](#) la décision du géant pharmaceutique américain Merck de mettre un terme à toutes ses activités de recherche et développement au Royaume-Uni, moins de deux ans après l'annonce de son investissement de 1,3 Md\$ dans l'établissement d'un siège britannique et d'un centre de R&D à Londres. L'entreprise a invoqué un environnement peu favorable à l'industrie pharmaceutique au Royaume-Uni. La fermeture du site londonien de Merck affectera 125 emplois, et les activités de R&D de l'entreprise dans le pays seront transférées aux Etats-Unis, où Merck [prévoit](#) aussi d'investir 9 Md\$ dans le renforcement de ses capacités de production d'ici à 2028.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)